

COMMENT ALLER VERS DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES ?

PARTIE 2



COMMENT ALLER VERS DES SYSTEMES ALIMENTAIRES DURABLES¹ ?

En bref

La mise en place de systèmes alimentaires plus localisés et plus durables nécessitera de développer conjointement des actions techniques, économiques, sociales et politiques pour les mettre en œuvre.

Sur le plan technique, nous présentons quatre principes fondateurs de l'agroécologie, qui obligent à remettre en cause les approches classiques : considérer l'hétérogénéité non comme un phénomène à maîtriser mais comme un atout à cultiver, réduire les consommations énergétiques par une meilleure compréhension des informations qui s'échangent au sein d'un agrosystème, combiner des solutions imparfaites plutôt que de rechercher une solution parfaite et, enfin, raisonner à des échelles territoriales plus larges que l'exploitation agricole.

Pour réussir cette transition technique, plusieurs changements nous semblent importants sur les plans économiques, sociaux et politiques. Il s'agit tout d'abord de repenser la notion de performance pour, d'une part, prendre en compte des externalités négatives des systèmes agricoles actuels et, d'autre part, mesurer ces performances sur le temps long. Il s'agit également de développer de nouveaux réseaux d'innovation, capables d'imaginer rapidement des solutions « seulement viables » en un lieu donné et pour des périodes éventuellement courtes. Il s'agit enfin de ne pas se focaliser uniquement sur la production agricole mais de mobiliser les filières jusqu'aux consommateurs pour que les produits de l'agroécologie parviennent jusqu'aux consommateurs et soient reconnus par eux.

Introduction

Nous avons montré dans un autre document² la fragilité des systèmes alimentaires ouverts, mais aussi l'importance et la force des facteurs ayant présidé à leur mise en place dans la plupart des pays du monde. C'est pourquoi la mise en place de systèmes alimentaires plus localisés nécessitera de développer conjointement des actions techniques, économiques, sociales et politiques pour les mettre en œuvre.

Nous développerons tout d'abord la dimension technique de ces systèmes localisés, en montrant en quoi la biodiversité, fondement de l'agroécologie, constitue une composante essentielle de la durabilité de ces systèmes et de leur lien avec le territoire.

Nous présenterons ensuite plusieurs conditions économiques, politiques et organisationnelles qui nous semblent nécessaire pour mettre en place cette transition vers l'agroécologie.

¹ Ce cahier s'appuie sur un travail plus complet accessible à <https://fr.calameo.com/read/00606633126f96c87a8d3>
CHEVASSUS-AU-LOUIS Bernard (2019), « Concevoir des systèmes alimentaires durables », revue H&B, n°5, « Biodiversité et objectifs de développement durable », pp. 48-64.

² Humanité et Biodiversité, 2020. Nos systèmes alimentaires sont-ils durables ? Les Cahiers de la Biodiversité, n°2, août 2020.

I. L'agroécologie, un atout pour la « relocalisation » des systèmes alimentaires

Dès lors qu'elle s'appuie sur les ressources d'un territoire donné, l'agroécologie prendra des formes diverses. Il est cependant possible d'identifier quelques principes généraux qui guideront l'élaboration de ces solutions particulières.

Faire de l'hétérogénéité un atout

Dans les systèmes de production conventionnels, en particulier les plus intensifs (grandes cultures, élevages hors sol), l'hétérogénéité est plutôt perçue comme une imperfection qu'il convient de réduire dans toute la mesure du possible. On recherche donc un matériel génétique aussi homogène que possible, on veille à réduire l'hétérogénéité du milieu et l'on cherche par diverses méthodes à limiter la présence d'autres d'espèces ne concourant pas à la production et susceptibles de lui nuire.

Cette approche de réintroduction de la diversité dans les agrosystèmes peut prendre différentes formes : l'utilisation de variétés végétales ou de races animales présentant une certaine diversité interne ; l'utilisation de mélanges de variétés, par exemple des variétés à rendement élevé, mais relativement sensibles aux maladies et des variétés plus rustiques ; le mélange d'espèces, par exemple, celui de céréales avec des protéagineux ; la réintroduction dans les agrosystèmes d'espèces non directement utiles à la production, mais susceptible de favoriser la présence d'auxiliaires.

Substituer l'information à l'énergie

Les systèmes agricoles conventionnels sont fortement consommateurs d'énergie, soit directement (carburants des engins agricoles, transport des intrants, chauffage, séchage...), soit indirectement (production des engrais, pompage pour l'irrigation...). Peut-on diminuer ce « dopage énergétique » des systèmes de production, sous ces différentes formes, et comment ?

La proposition de l'agroécologie est de le remplacer par une meilleure compréhension du fonctionnement des êtres vivants et de la manière dont, en l'absence de tels apports, ils parviennent effectivement à lutter contre les plantes concurrentes, à puiser dans le sol les éléments nutritifs dont ils ont besoin ou à lutter contre les agents pathogènes et les ravageurs.

Cette compréhension permet d'élaborer de nouveaux intrants ou de nouvelles pratiques économes en énergie, comme la protection des vignes ou des vergers par « confusion sexuelle ».

Combiner des solutions imparfaites

Il ne faut pas considérer les approches proposées par l'agroécologie comme pouvant fournir des « solutions miracles » – permettant de remplacer une variété, un engrais minéral ou un pesticide de synthèse par des homologues présentant des propriétés identiques –, sans qu'il y ait besoin de modifier les pratiques agricoles ou d'élevage.

Ainsi, pour lutter contre les ravageurs ou les pathogènes, on pourra bien sûr s'appuyer sur des variétés génétiquement résistantes, mais en admettant d'emblée que ces résistances pourront être contournées. Il conviendra donc en complément d'éviter ou de limiter le développement et la propagation de ces bioagresseurs en utilisant des mélanges de variétés ou d'espèces, de pratiquer des rotations de cultures plus longues et plus diversifiées, de faire appel à des agents de biocontrôle lorsque la prolifération deviendra excessive et, enfin, de mettre en place des infrastructures écologiques pour accueillir des auxiliaires pouvant limiter ces proliférations.

Reconstruire des complémentarités territoriales

Pour des raisons tant techniques qu'économiques, il apparaît nécessaire de développer l'agroécologie à des échelles plus vastes que l'exploitation agricole et en s'appuyant sur des collectifs développant des pratiques concertées.

Ainsi, pour éviter l'évolution des populations de ravageurs, il convient non seulement de diversifier la succession des cultures au cours du temps, mais aussi de raisonner les assolements d'une année donnée pour éviter des monocultures sur de vastes territoires. De même, si l'on veut favoriser le recyclage local d'éléments fertilisants, il convient de promouvoir des activités d'élevage à proximité des productions agricoles et, inversement, d'encourager la culture d'espèces utilisables pour l'alimentation animale (luzerne et autres protéagineux).

Sur un plan économique, la valorisation des pratiques agroécologiques et de leurs produits suppose des organisations collectives capables de proposer une offre suffisante et de la promouvoir. Il en est de même pour la fourniture de « services écologiques » (fixation du carbone, lutte contre l'érosion, qualité de l'eau).

II. Les conditions de la réussite

La mise en place de systèmes alimentaires locaux fondés sur l'agroécologie nécessitera un certain nombre de mesures économiques, politiques et organisationnelles permettant de les favoriser.

Repenser la notion de performance

La « performance économique » des systèmes alimentaires ouverts est en grande partie liée au fait que leurs effets négatifs, en particulier sur le plan environnemental, ne sont pas mis à la charge des producteurs, mais intégrés, souvent de manière peu transparente, dans les coûts d'autres produits (par exemple, l'eau potable) ou mis à la charge des contribuables (comme le ramassage des algues vertes), voire ignorés et transférés aux générations futures (comme les émissions de gaz à effet de serre ou l'érosion de la biodiversité).

Il est donc indispensable d'inverser cette logique, ce qui peut passer par deux modalités complémentaires. La première est d'« internaliser » les impacts environnementaux dans les prix agricoles *via* une taxation de ces impacts. La seconde approche est de rémunérer ces externalités positives, c'est-à-dire les services environnementaux liés à certaines formes d'agriculture. Cela suppose de pouvoir les mesurer objectivement, d'en évaluer le coût réel pour les agriculteurs et, ensuite, de réorienter les aides publiques dans cette direction, qu'il s'agisse des aides européennes, nationales ou régionales.

Revaloriser le temps long

Lorsqu'on les compare à des solutions techniques, les approches agroécologiques ne sont pas opérationnelles immédiatement mais, en revanche, elles demeureront efficaces pour de nombreuses décennies, voire des siècles.

La logique économique classique, qui, à travers la notion de taux d'actualisation, dévalorise le temps long, invite à privilégier les investissements les plus rapidement opérationnels et donne une valeur quasi nulle à des bénéfices attendus à l'horizon du demi-siècle. Il convient donc d'inverser cette logique, en développant des outils économiques innovants.

Développer de nouveaux réseaux d'innovation

Développer des solutions durables ne consistera donc pas à définir et à « optimiser » un nouveau « modèle agricole » valable à grande échelle et pour longtemps – qui risque en fait de se révéler caduc avant même d'avoir été optimisé –, mais à mettre en place des systèmes d'innovation « agiles », capables d'imaginer rapidement des solutions « seulement viables » en un lieu donné et pour des périodes éventuellement courtes. Alors que la recherche agronomique « professionnelle » était bien adaptée à la mise au point de ces grands modèles agricoles, elle devra donc se repositionner pour agir en complémentarité avec, et même en favorisant des réseaux d'acteurs – des agriculteurs, mais aussi d'autres acteurs d'un territoire – partageant des observations, des expériences ou des hypothèses à tester dans le cadre d'expérimentations coordonnées.

Mobiliser les filières... jusqu'aux consommateurs

Nous avons analysé ici principalement le volet « production » des systèmes alimentaires localisés. Cependant, pour que ces produits parviennent jusqu'aux consommateurs et soient reconnus par eux, ils devront s'insérer dans des filières de transformation et de distribution adaptées. Or, aujourd'hui, beaucoup de filières agroalimentaires ne sont pas organisées pour cela et privilégient, pour des raisons compréhensibles, des logiques de spécialisation de leurs bassins de production et de large diffusion géographique de leurs produits.

Des alternatives existent mais sont de portée limitée. Les expériences de circuits courts et de vente directe, comme les AMAP (associations pour le maintien de l'agriculture paysanne), les épiceries participatives ou paysannes, sont positives à petite échelle, lorsque producteurs et consommateurs peuvent entretenir des liens « personnels », mais peinent à produire leurs effets au-delà de cette échelle. Enfin, il n'existe pas aujourd'hui de signes de qualité officiels prenant spécifiquement et uniquement en compte cette dimension locale.

Les filières actuelles parviendront-elles à s'adapter à ce défi ou verra-t-on en émerger de nouvelles ? La réponse apportée dépendra sans doute des produits, mais une chose est certaine, elle conditionnera le développement de ces systèmes alimentaires territoriaux. Elle dépendra aussi fortement de la mobilisation des collectivités territoriales pour mettre en place ou encourager des initiatives locales de sensibilisation et d'éducation des consommateurs de tous âges vis-à-vis d'une alimentation durable.

Humanité et Biodiversité
94 rue La Fayette, 75010 PARIS
01 43 36 04 72
contact@humanite-biodiversite.fr